

Questions orales

que de la délégation parlementaire canadienne dirigée par le Président de la Chambre et celui du Sénat.

Je suis très heureux de souhaiter la bienvenue à la délégation soviétique parce que j'ai eu l'occasion de visiter les villes de Moscou, de Kiev et de Leningrad, il y a un mois, en compagnie de mes collègues du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur. Pendant ce voyage, nous avons reçu un accueil des plus chaleureux. En outre, les Soviétiques ont toujours répondu franchement et simplement à nos questions et à nos critiques.

Tous mes collègues seront d'accord avec moi pour applaudir à la nouvelle ère dominée par la *glasnost* et la *perestroïka* en Union soviétique. De plus, nous reconnaissons qu'il faut redéfinir les relations entre nos deux pays, l'avenir des relations Est-Ouest ainsi que notre responsabilité commune en ce qui touche l'avenir de la planète. Je souhaite donc aux membres de la délégation la plus cordiale bienvenue à la Chambre des communes et au Canada.

* * *

LES IMPÔTS DES SOCIÉTÉS

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, nous avons une première en ce qui concerne la société parasite de la semaine: un gagnant par acclamation. Il s'agit de la société privatisée Route Canada et de ses amis du gouvernement conservateur. En 1986, le gouvernement Mulroney a vendu pour 29 millions de dollars cette société qui en valait 100 millions.

Il l'a vendue à Manfred Ruhland, le «Guerrier de la route», et à Dave et Paul Fingold, des capitalistes sans capitaux. Le Cabinet savait que la cote de solvabilité de M. Ruhland était si basse qu'il ne pouvait même pas obtenir une carte de crédit. Ces gens n'ont pas déboursé un seul cent de leur poche pour acheter Route Canada. Ils ont seulement hypothéqué les terrains appartenant à la société. Peu après avoir acheté la société sans bourse délier, M. Ruhland s'est lancé dans les dépenses: il a utilisé l'argent de la société pour envoyer sa famille en Autriche et les chiens de sa mère en Italie.

La société a fait faillite 20 mois après la vente. Pour avoir fait perdre leur emploi à 1900 personnes, Route Canada est proclamée société parasite de la semaine et ce, grâce au Cabinet fédéral.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Selon Ken Romain, dans la section financière du *Globe and Mail* d'aujourd'hui: «entravées par les taux d'intérêt élevés qui font vraiment mal, les ventes d'automobiles des constructeurs nord-américains ont chuté de 22 p. 100» au mois de mai, par rapport à l'an passé. C'est le quatrième mois de suite que les ventes d'automobiles baissent.

Pourquoi le ministre ne reconnaît-il pas que l'industrie automobile, un secteur clé de notre économie, est sérieusement touchée par les politiques économiques du gouvernement; et quand présentera-t-il des politiques qui renverseront cette situation au lieu de la favoriser?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je pense que le député rendrait un grand service au pays s'il indiquait quelles sont les véritables causes de la politique des taux d'intérêt que nous suivons. Il s'agit des pressions qu'exercent sur notre économie l'accroissement des prix de revient, comme le disait hier une étude de Wood Gundy, qui confirmait ainsi le message que je transmets à cette Chambre par l'intermédiaire des comités et des discours que je fais dans le pays. Nous devons reprendre la maîtrise des prix de revient.

Je rappelle au député qu'en 1989, notre coût unitaire de la main-d'oeuvre, qui est la mesure la plus générale de notre compétitivité, augmentait de 4,9 p. 100 au début de l'année et de 6,9 p. 100 à la fin. Aux États-Unis, le taux d'augmentation de ce coût est resté à 4,9 p. 100 toute l'année, et il était bien moindre au Japon et en Allemagne.

Voilà les choses auxquelles nous sommes confrontés. Nous devons reprendre la maîtrise des prix de revient si nous voulons préserver les emplois.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, dans ce rapport, Wood Gundy signale que la politique du dollar élevé que préconise le gouvernement explique en grande partie la perte de compétitivité que